

SCENARIO



CHOCS DES CRISES ET ADAPTATIONS FORCÉES

1. Résumé

Au cours des trois décennies suivant l'année 2020, la Méditerranée est plongée progressivement dans une spirale de crises multiples qui s'emballent au-delà de la majorité des prévisions, et notamment par la répétition des crises et événements climatiques. **Leurs causes sont à la fois internes et externes à la région.**

Dans leur ensemble, les pays méditerranéens, bien que particulièrement vulnérables, n'ont pas pris la mesure des actions nécessaires pour prévenir des risques pourtant connus depuis longtemps. L'insuffisance des politiques de prévention et d'adaptation engendre de nouvelles crises qui changent radicalement toutes les caractéristiques propres à la région. Dans un contexte d'instabilité chronique, on assiste à un délitement profond des institutions politiques de la Méditerranée, à des effondrements économiques et environnementaux, à une augmentation des inégalités dans l'accès aux ressources, ainsi qu'à la multiplication de violences et d'émeutes de la faim avec un lourd coût humain. Des fractures s'installent ou se creusent à toutes les échelles : entre les rives de la Méditerranée, au sein même des États de la région, ainsi qu'entre les populations du bassin méditerranéen.

Le début des années 2040 voit cependant arriver progressivement une rupture avec les modes de vie et de consommation traditionnels. Pour survivre, les pays méditerranéens sont forcés d'adopter des stratégies d'adaptation diverses.

Dans certains pays, des modes de gouvernance autoritaires centrés à la fois sur des politiques sécuritaires et le rationnement des ressources s'imposent tandis que dans d'autres, la sobriété énergétique et des modes de consommation frugaux prévalent.

Dans certaines zones, des communautés s'organisent localement pour pallier l'absence d'action publique et satisfaire elles-mêmes leurs propres besoins. Les sécurités alimentaire et hydrique deviennent la priorité absolue partout en Méditerranée. Elles obligent un profond changement de paradigme, seule solution viable permettant d'entrevoir une sortie du chaos et de la dépendance chronique aux aides internationales, quand elles sont encore accessibles.

2. Dynamiques et acteurs

CONDITIONS D'AMORÇAGE DU SCÉNARIO

La condition de ce scénario est que les pires hypothèses contextuelles soient confirmées, voire dépassées, à la fois aux échelles internationale et méditerranéenne.

Le système méditerranéen est instable, notamment avec des risques environnementaux majeurs (sécheresses, canicules, inondations, tsunamis, séismes, érosions/glissements de terrain, etc.), une surexploitation des ressources, et une situation géopolitique, économique, démographique et financière explosive. S'ajoutent à cela des inégalités sociales importantes, et une vulnérabilité liée à la dépendance alimentaire et énergétique ainsi qu'au tourisme. Toutes les prévisions sont dépassées et cela se traduit par des crises ouvertes et éventuellement des guerres.

Une deuxième condition d'amorçage est l'inertie de la gouvernance régionale, et l'incapacité des principaux acteurs politiques à mettre en place les changements profonds nécessaires au développement durable qui auraient pu faire émerger des systèmes de prévention des crises et de leurs impacts.

ACTEURS ET JEUX D'ACTEURS ASSOCIÉS

Les gouvernements échouent à assurer les services publics basiques (aides à l'emploi, éducation, sécurité, santé publique, transports, énergie). La gouvernance de la région, telle qu'on la connaît au début des années 2020, s'effondre et laisse place à des régimes autoritaires isolés et des communautés locales en auto-gestion.

Les acteurs extérieurs se désintéressent de la Méditerranée. Celle-ci n'est plus attractive et est considérée comme trop instable pour envisager de gros investissements dans les domaines de la technologie, de la recherche et de la formation. Quelques acteurs spécifiques, notamment les GAFAM, maintiennent des activités en Méditerranée grâce à la privatisation anarchique de ressources essentielles.

Le paysage politique se radicalise, avec une montée significative des partis populistes et nationalistes. Les oppositions sont violentes. La vie politique est fracturée, avec des fossés intergénérationnels et interculturels. On assiste à des émeutes de la faim et des manifestations toujours plus violentes à mesure que la précarité augmente.

Les institutions internationales s'affaiblissent énormément et n'existent plus que sur le papier. Il n'y a plus de véritable coopération internationale dans la région. Seuls quelques programmes humanitaires continuent à soutenir la Méditerranée. Certaines fondations internationales et fonds des diasporas soutiennent artificiellement l'économie, mais dans un climat instable.

Face à la faillite des institutions, la vie politique s'organise

à l'échelle de la société civile et de communautés autogérées. Une nouvelle dynamique sociale émerge, laissant plus de place soit à la société civile, soit à des groupes s'organisant de manière autonome. Leur rôle d'abord mineur devient plus important.

DIFFÉRENTES PHASES

Trois phases modèlent ce scénario :

- **2020-2030 : Enchaînement des crises.**

La Méditerranée est soumise à une série de catastrophes, dont le point de départ est à la fois une succession de périodes de sécheresses et de canicules et une instabilité croissante du contexte économique et géopolitique international. Cette situation débouche sur de graves crises internes à la région, à la fois écologique, économique, sociale et politique, qui font système.

Ces crises se diversifient tout en devenant plus fréquentes : événements naturels extrêmes, crises économiques et financières, crises alimentaires et des ressources, pandémies, migrations massives, pénurie de carburants et accès intermittent à l'électricité, crises de gouvernance, conflits armés entre pays et à l'intérieur de pays etc.

Durant cette période, les pays du Nord tentent de manière obsessionnelle de retrouver les niveaux de performance, notamment économique et de « confort » d'avant-crise(s), tout en multipliant les dispositifs de gestion des catastrophes. Les PSEM, quant à eux, s'acharnent à rattraper le niveau de développement économique des pays du Nord, dont le modèle est fondamentalement basé sur un développement économique non durable.

Les uns et les autres s'épuisent à colmater les brèches et à faire face aux urgences - mais n'y parviennent pas. Ne se rendant pas à l'évidence que le système dominant est dysfonctionnel et intenable sur le long terme, ces approches ne font qu'accélérer la récurrence de nouvelles crises lors de cette première phase.

- **2030-2040 : Épuisement, rupture générale et chaos.**

Le système tout entier s'épuise, avec une fracture marquée entre la Méditerranée du Nord et du Sud, et à l'intérieur des pays.

À bout de souffle, le système ne peut plus absorber les pénuries (alimentaire, énergie, eau, etc.), et les catastrophes (naturelles, sanitaires, conflits armés) dans la région, ayant mis hors service des infrastructures stratégiques (télécommunication, transports, infrastructures de production et d'acheminement d'énergie et d'eau) et interrompu les services publics dans la plupart des territoires. Ce chaos général est à l'origine d'une forte mortalité, qui marque profondément la trajectoire de la région méditerranéenne.

- **2040-2050 : Émergence de résiliences locales et sobriété par nécessité.**

Les méditerranéens sont forcés de changer de paradigme dans la douleur et dans l'urgence, et de s'adapter à la situation afin d'assurer leur survie et leur sortie progressive du chaos. Des alternatives politiques se mettent en place pour pallier l'effondrement des

États les plus fragiles qui ne parviennent pas à assurer les services publics basiques.

Selon les pays ou communautés, cette adaptation se fait soit par des régimes autoritaires, soit en auto-organisation des sociétés locales plus ou moins démocratiques. La recherche de résilience face à ces crises devient un impératif. Elle passe par la recherche d'autonomie – notamment hydrique, alimentaire et énergétique – ou par la domination de communautés qui détiennent l'accès à ces ressources. **La Méditerranée est disloquée, mais réinvente des façons de s'adapter à ces changements brutaux.**

3. Description du scénario

CONTEXTE EXTÉRIEUR

Depuis les années 2020, le monde est confronté à une succession de crises – financières et économiques, sanitaires, écologiques, sociales et politiques – face auxquelles les régulations internationales sont restées peu efficaces ou impuissantes.

Ces crises répétées sont causées à la fois par l'accélération de déséquilibres structurels et du mal-développement, et par la rapidité du changement climatique. Globalement, la mondialisation s'essouffle et commence à présenter un bilan plus négatif que positif. Longtemps, cette mondialisation a été présentée comme « heureuse » parce qu'elle prenait le relai des développements nationaux, comme les Trente Glorieuses en France, l'émergence des dragons d'Asie ou l'expansion de la Chine, etc. Mais cette évolution engendre finalement plus de pays perdants que de pays gagnants et contribue à l'accroissement des inégalités et surtout à l'incapacité des pays à sauvegarder les biens communs comme le climat ou la biodiversité.

Le contexte international est donc marqué par une forte instabilité économique et par une récurrence des crises causées par un endettement excessif de certains pays, l'inflation, la hausse des taux d'intérêt, des défauts de paiement, le chômage, et par les programmes d'ajustement à ces réalités économiques. À cela s'ajoute l'éclatement de bulles financières et immobilières.

Cette situation impacte fortement la région méditerranéenne qui est particulièrement vulnérable aux facteurs extérieurs, du fait de sa dépendance aux importations alimentaires ou énergétiques et au tourisme. La Méditerranée souffre d'autant plus que sa capacité d'adaptation est fragilisée par plusieurs facteurs : la vulnérabilité de ses écosystèmes, la surexploitation de ses ressources naturelles, des effets plus intenses du changement climatique comparés à d'autres régions du monde, le surendettement de la plupart des États méditerranéens et la permanence de fortes tensions sociales et géopolitiques notamment dans la moitié Est de la région.

Les efforts mondiaux d'atténuation du changement climatique n'ont pas été à la hauteur des objectifs de l'Accord de Paris. Continuant de pousser toujours plus loin la compétition économique mondiale, les États ne tentent rien pour freiner la mondialisation et ses effets délétères sur l'environnement. La courbe d'augmentation du niveau global des températures suit les pires scénarios.

Dans le même temps, les craintes évoquées depuis le début des années 2020 sur la possible interaction entre plusieurs dépassements de « points de basculement » (tipping points) se concrétisent.

Le réchauffement global dépassant, dès le milieu des années 2030, les deux degrés, les calottes glaciaires antarctique, groenlandaise et de la mer des Barents fondent beaucoup plus vite que prévu, augmentant drastiquement la montée du niveau de la mer, et donc la pression sur tous les littoraux du globe. Le réchauffement observé de la température moyenne atteint 2,8° C en région Méditerranée en 2050 ; les tendances de réchauffement et d'acidification de la mer sont à la hausse et les risques de stress hydrique s'intensifient et gagnent la plupart des pays riverains. On assiste en particulier à une multiplication des événements extrêmes tels que les sécheresses, les inondations, les canicules ou les méga-feux qui frappent la région. Les pays méditerranéens manquent de ressources, de moyens, de stabilité et surtout de coordination pour parvenir à mettre en place des actions préventives efficaces face à leur répétition.

Partout dans le monde, les États, et certains groupes pouvant assurer leur propre sécurité et survie, se replient derrière des « forteresses ». De nouvelles frontières se dessinent, avec l'apparition d'enclaves protégées et de quartiers résidentiels fermés. Ce contexte de fragmentation croissante s'accompagne de la montée de régimes plus autoritaires au Nord en parallèle d'une réduction du rôle et de l'influence des acteurs politiques traditionnels : partis, syndicats, associations, etc.

Ce morcellement contribue à l'augmentation de tensions, de conflits et d'effondrements locaux qui deviennent progressivement systémiques et de plus en plus internationaux. La coopération peine à répondre collectivement aux enjeux régionaux qui concernent pourtant tous les pays comme la gestion de l'eau douce, la qualité des eaux, la restauration de la biodiversité terrestre et marine, etc. Les organisations internationales réduisent leurs activités en Méditerranée à des actions d'aide humanitaire pour parer au plus urgent. Cette situation accentue les dépendances des populations les plus vulnérables aux importations de biens et produits de première nécessité (eau potable, denrées alimentaires, médicaments).

Cette précarisation croissante augmente les tensions entre les groupes sociaux vulnérables et des élites nanties qui détournent à leur profit la majeure partie des aides internationales.

Encadré 18.**UNE INCERTITUDE MAJEURE À L'HORIZON 2050 : LE FRANCHISSEMENT DE POINTS DE BASCULEMENT CLIMATIQUES**

Le scénario 2 se distingue des autres scénarios par une augmentation beaucoup plus forte des températures due en particulier, au franchissement de plusieurs points de basculement climatiques.

Un point de basculement - « tipping point » - est un seuil critique qui, lorsqu'il est franchi, entraîne de grands changements irréversibles qui modifient qualitativement l'état ou l'évolution d'un système. De potentiels points de basculement importants ont été identifiés pour le système climatique dès le début des années 2000. Mais alors qu'ils étaient à cette époque considérés comme assez probables au delà de 4 degrés de hausse des températures, c'est-à-dire pas avant l'horizon 2100, les estimations faites aujourd'hui par le GIEC ont abaissé ce seuil pour plusieurs de ces basculements à 1,5 ou 2 degrés, ce qui les rend possibles avant 2050.

Les points de basculement les plus souvent cités concernent la désintégration de la calotte glaciaire dans la partie occidentale atlantique de l'Antarctique, celle de la glace du Groenland, l'inversion de la circulation méridienne du retournement atlantique (AMOC) - qui conduirait à un refroidissement du Gulf Stream, le déclin de la forêt amazonienne et la transformation des forêts boréales, la mort des récifs coralliens, la fonte du pergélisol (permafrost) dans les régions froides (Sibérie, etc.) - conduisant au relâchement massif d'hydrates de méthane ou encore le déplacement des moussons dans l'ouest africain ou en Inde.

Les effets en cascade de toutes ces ruptures pourraient considérablement amplifier leurs conséquences. Cette notion de basculement pour le climat a été récemment élargie à des ruptures socio-politiques - comme la suppression des subventions aux énergies fossiles ou l'effondrement des actifs liés à celles-ci.

GÉOPOLITIQUE ET GOUVERNANCE DE LA MÉDITERRANÉE

Cette Méditerranée fragmentée et chaotique au plan économique est tout autant fracturée au plan géopolitique. Les systèmes de gouvernance et les politiques internes de la région se délitent, à plusieurs niveaux.

Tout d'abord, la communauté internationale se désintéresse progressivement de la Méditerranée à cause du déclin de sa valeur stratégique et de son instabilité croissante. Seules les grandes entreprises digitales ou minières, surtout américaines et asiatiques, profitent de cette instabilité, voire du chaos dans certaines régions, pour exploiter les ressources faciles d'accès ou prendre le contrôle d'infrastructures vitales (ports, aéroports, réseaux de télécommunication, etc.).

Au niveau régional, diverses tensions anciennes évoluent vers des conflits armés sous la pression accrue du contexte environnemental, financier et politique en état de crise. À l'Est, des conflits ouverts éclatent autour du partage de la ressource en eau.

Du fait de l'aridification continue des terres, de l'augmentation des températures et de la diminution du niveau des précipitations, l'eau devient la ressource la plus précieuse, et son partage justifie le déclenchement de conflits armés. Les pays qui contrôlent l'amont des grands fleuves de la région essaient d'en tirer un maximum de profit et ne laissent qu'une infime part de la ressource aux pays situés en aval.

Les solutions diplomatiques ayant échoué, les pays menacés n'ont pour seule solution que d'entrer en guerre contre leurs voisins. Au Sud, la course aux armements et les rivalités géopolitiques déclenchent des escarmouches localisées aux frontières, de faibles ampleurs, mais rendant la rupture définitive entre les États voisins.

Enfin, dans les Balkans, la dégradation des conditions écologiques appuie encore plus sur la fracture entre espaces ruraux et espaces urbains. Celle-ci suivant souvent des fractures ethniques, les fantômes de la guerre civile se réveillent et des violences éclatent au sein des pays.

L'Union européenne ne parvient pas à trouver des solutions coordonnées entre les États membres pour maintenir la paix et arrête sa politique de voisinage avec son étranger proche. Plusieurs pays du Nord de l'UE conditionnent leur maintien dans l'Union à l'arrêt des aides aux pays du Sud et de l'Est et à la fermeture stricte des frontières.

Ce tournant, dès le début de la décennie 2040, révèle la fracture Nord-Sud méditerranéenne, latente depuis la fin des années 1990. Cette cassure géopolitique entre les deux rives de la Méditerranée entraîne d'énormes tensions au sein de l'UE, certains pays réclamant une évolution vers plus de sécurité et d'autonomie et d'autres pays cherchant à maintenir un flux minimal de migration afin d'éviter le vieillissement accéléré des populations européennes. À terme, l'UE se scinde en deux groupes car ni la diplomatie, ni la volonté politique, ni les avantages économiques ne réussissent à freiner efficacement les forces centrifuges à l'œuvre. À cela viennent s'ajouter de nombreux mouvements sécessionnistes au sein des États membres, qui accélèrent le délitement des institutions.

Au Sud et à l'Est, les profondes divergences de choix politiques entre les pays et les disparités de richesses ne permettent pas de construire un projet régional commun, même de façade institutionnelle. En conséquence, la coopération entre pays ou communautés reste limitée à quelques programmes bilatéraux, notamment dans les régions transfrontalières et en s'appuyant sur de nombreuses diasporas.

L'espace maritime est lui aussi militarisé, avec des groupes armés et des contestations de frontières et de contrôle

d'infrastructures marines et côtières qui dégénèrent fréquemment en conflits à l'échelle territoriale.

Au niveau national, le repli généralisé autour d'identités sous-régionales mène à un éclatement chaotique du système politique méditerranéen (emprises de mafias, sécessions de provinces, prises de pouvoir locales par des groupes populistes et nationalistes). Les États centraux s'affaiblissant, on assiste à un « Printemps des peuples méditerranéens », une vague d'indépendances nationalistes. Partout dans le bassin, au Nord comme au Sud et à l'Est, des mouvements nationalistes éclatent, prennent les armes et obtiennent leur indépendance. Au Nord, ces indépendances se font avec des heurts moins violents qu'au Sud et à l'Est, mais elles plongent l'UE dans une nouvelle crise qui accélère son effondrement. Au Sud et à l'Est, ces indépendances débouchent sur des conflits durables entre les nouveaux États et ceux auxquels ils étaient auparavant rattachés.

De nombreux États n'arrivent plus à assurer des services publics fiables, abandonnent toute velléité de protection de l'environnement, et ne respectent plus la plupart des conventions internationales.

Ils se recentrent sur la gestion des catastrophes. Certains d'entre eux deviennent des façades institutionnelles derrière lesquelles agissent de nouveaux acteurs politiques (milices, partis nationalistes ou religieux radicaux). La corruption est généralisée, et grève davantage les capacités d'action des gouvernements. D'autres choisissent un repli ultra-protectionniste renforçant les contrôles aux frontières, et attirent les capitaux et les personnes qui cherchent en priorité la sécurité. Les territoires les plus vulnérables et les plus frappés par les crises sont laissés à l'abandon. Des mouvements politiques profitent de ce climat d'incertitude et d'instabilité pour déclarer d'improbables indépendances. Dans certaines zones, militaires professionnels et milices privées tentent de détourner des infrastructures et des ressources stratégiques à leur profit, ce qui est source d'escalades récurrentes de violence entre différents groupes.

Les difficultés d'approvisionnement en énergie, eau, alimentation et matériaux de base conduisent à une précarisation croissante des populations et leur dépendance aux aides extérieures, quelles que soient leurs sources : États prédateurs, lobbies, mafias, oligopoles financiers, industriels, agro-alimentaires, informatiques, etc.

Dans de nombreux pays, cette situation de précarité sociale et d'instabilité chronique conduit les populations à remettre en cause la légitimité des pouvoirs publics, considérés comme incapables de répondre à leurs besoins minimums et d'assurer les services essentiels. La violence politique s'installe.

En général, au Nord, l'État arrive à garder son intégrité et continue d'assurer ses fonctions régaliennes, l'ordre et la justice, préservant un état de droit fragilisé mais toujours en place. Au Sud, en revanche, le relatif manque de moyens et de filets de sécurité des États par rapport à ceux du Nord les rend beaucoup plus vulnérables aux crises systémiques de cette ampleur. Les administrations



© Frank Wagner

s'écroulent, et les États les plus fragiles s'effondrent.

En revanche, les réseaux de solidarité locaux étant plus denses et plus solides au Sud, les sociétés de la région absorbent mieux le choc, et se révèlent beaucoup plus résilientes qu'au Nord, où les sociétés, beaucoup plus atomisées, sont complètement déboussolées.

Dans ce chaos, des modes informels d'auto-organisation se développent en réaction aux chocs provoqués par la succession des crises. Certaines communautés se distinguent par leur capacité d'adaptation et de résilience. Reposant sur des systèmes informels de solidarité, des communautés locales développent leur autonomie alimentaire, des solutions low-tech et basées sur la nature pour résister à la crise.

DÉMOGRAPHIE ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Les changements démographiques ont une importance particulière dans ce scénario car ils sont à la fois l'une des sources et l'une des conséquences importantes des crises qui le caractérisent.

D'abord l'une des sources des crises : même si les évolutions démographiques à long terme continuent à se situer dans la trajectoire des décennies précédentes, avec une poursuite des transitions démographique et urbaine, ce sont, d'ici à 2050, presque tous les pays méditerranéens qui sont confrontés à des problèmes de soutenabilité liés à ces changements - avec des situations extrêmement contrastées selon les régions.

Pour la première fois, le Nord connaît, hors migration, une baisse globale de sa population - de près de 10 %

(moins 18 millions d'habitants), parfois beaucoup plus forte encore dans certains pays, et un taux de vieillissement qui atteint en moyenne en 2050 plus de 30 % et dans certains cas 40 %.

Inversement dans le Sud et l'Est, les pays doivent dans un premier temps assumer une forte augmentation de la population la faisant passer dans le Sud de 200 millions d'habitants à presque 300 millions, et dans l'Est de 122 millions à 160 millions. Ces deux régions pourraient ainsi représenter en 2050 près de 70 % de la population méditerranéenne contre un peu plus de 60 % aujourd'hui.

Même si la tendance au vieillissement concerne désormais toute la région, le déséquilibre géographique par âge entre jeunes et personnes âgées continue à être béant, avec plus de 55 % des populations âgées se concentrant dans le Nord et une proportion encore plus importante des populations jeunes vivant dans le Sud et l'Est. Dans une Méditerranée déjà très vulnérable et confrontée à des contraintes physiques importantes, le croisement entre ces changements démographiques et le contexte d'intensification des déséquilibres extérieurs - économiques, climatiques ou écologiques - multiplie durant toute cette période les risques de tensions ingérables et de situations insoutenables susceptibles de se transformer en crises. D'autant que deux autres tendances s'y conjuguent : une transition urbaine qui, sauf exception, s'achève, avec plus de 80 % des méditerranéens qui, en 2050, vivent désormais dans les villes, et une concentration des populations sur le littoral - sur lequel, à cet horizon, pourrait être regroupée plus de la moitié des habitants, contre environ un tiers en 2020 (selon certaines estimations statistiques).

Crises de l'emploi, crises du logement, crises de l'eau ou des ressources (y compris alimentaires), conflits sur le foncier ou le littoral, etc., toutes ces évolutions démographiques portent en germe - pour les 30 ans à venir - des risques potentiels de crises multiples aux échelles locales et/ou nationales.

Avec la dégradation de la situation économique et des conditions écologiques, ces tendances démographiques sont cependant sensiblement infléchies jusqu'à leur possible inversion à la fin de la période.

La succession des crises, durement subies par les populations, a en effet progressivement trois types d'impact :

- **Une mortalité qui augmente de manière spectaculaire :** suite à la dégradation de l'accès aux soins dû notamment aux restrictions budgétaires dans les systèmes de santé publique, à l'antibiorésistance causant de nombreux décès autrefois évitables (plus de décès enregistrés en 2050 en raison de l'antibiorésistance qu'à cause des cancers), aux pandémies, aux conflits armés, aux événements naturels extrêmes (incendies, inondations, sécheresses, tempêtes de type « mediane »), aux pollutions multiples, à la famine ;
- **Une fertilité en baisse :** par choix, ou par incapacité biologique croissante due aux pollutions et à l'impact des crises sur la santé physique et mentale ;

- **Le chaos des migrations :** explosion des flux de toutes origines, sans coopération entre pays. La Méditerranée fait face au repli des pays, mais aussi à l'explosion des migrations liées notamment au changement climatique et aux conflits violents. La quasi disparition de l'agriculture vivrière au Sud de la Méditerranée provoque un exode rural massif (renforcement de la métropolisation) et des flux migratoires d'abord à l'intérieur des pays mais aussi entre la rive sud et la rive nord.

Toutefois, à cause de l'instabilité de la région Méditerranée, la plupart des migrants économiques et réfugiés climatiques tentent de rejoindre l'Europe du Nord. La Méditerranée devient alors un carrefour provisoire des migrations plutôt qu'une destination choisie. Les élites, lorsqu'elles le peuvent, fuient la région et se dirigent vers de nouveaux pôles (Canada, Nouvelle Zélande, Australie et Europe du Nord) à la recherche d'une stabilité introuvable en Méditerranée. Les diasporas méditerranéennes sont éparpillées sur plusieurs continents. L'urbanisation incontrôlée et le délitement du service public rendent le littoral inhabitable. Les risques liés aux changements climatiques et la pollution, mais aussi son inadaptation dans un contexte de nécessaire agriculture de subsistance, font du littoral un repoussoir. À cela s'ajoute, à la fin de la période, les conséquences qui commencent à se faire sentir de la montée du niveau de la mer, par exemple sur le delta du Nil.

Au Nord et dans les Balkans, les communautés s'installent plutôt dans l'arrière-pays et à l'intérieur des pays. Au Sud, à cause de l'aridification de l'intérieur des terres, les populations se retrouvent prises en étau sur une étroite bande de terre habitable. La densité démographique explose partout dans la région, ce qui rend les conditions de vie et d'adaptation encore plus précaires.

ÉCONOMIE ET POLITIQUES DE DÉVELOPPEMENT

La Méditerranée pèse de moins en moins dans l'économie mondiale avec, localement, des effondrements dramatiques. La crise débute par des ruptures dans l'approvisionnement en eau, qui impacte lourdement d'autres secteurs (agriculture, pêche, tourisme, etc.) avec de graves conséquences économiques, sociales, géopolitiques et environnementales. La seconde cause d'aggravation de la crise systémique en Méditerranée vient du secteur énergétique.

En raison de ruptures dans les chaînes d'approvisionnement, les ressources en énergie fossile et en matière première se raréfient et deviennent plus coûteuses. Cela a un effet indirect sur la transition vers les énergies alternatives. Progressivement, par effet domino, tous les secteurs économiques (primaire, secondaire et tertiaire) sont touchés par cette crise énergétique.

Le système économique, construit sur un accès permanent, bon marché et quasi-illimité à l'énergie et sur la mondialisation, s'effondre par pans entiers.

Les pays méditerranéens producteurs d'énergies fossiles, notamment de gaz, et les pays proches de l'autonomie énergétique (toutes sources d'énergie confondues), sont

plus résilients aux crises, ce qui induit de nouveaux rapports de force. Ceux ayant des alliés extérieurs à la région suffisamment stables reçoivent un soutien conditionnel et intéressé pour maintenir à flot certains secteurs stratégiques de leurs économies (eau, alimentation, énergie, etc.), créant ainsi de nouvelles dépendances et fragilités.

Au cours de la décennie 2020-2030, pour tenter de surmonter les différentes crises, les États méditerranéens s'endettent davantage, en fonction de leurs capacités respectives et jusqu'à une certaine limite. En effet, il devient de plus en plus difficile aux États d'honorer leurs échéances. Les marchés financiers prennent peur, augmentent leurs taux de crédit, créant un cercle vicieux : le poids de la dette devient rapidement insoutenable.

La faillite des finances publiques de plusieurs États conduit à l'effondrement de nombreux marchés financiers. Les actifs échoués détenus par les banques, notamment des investissements dans des activités qui présument un accès permanent et peu cher à l'énergie, à l'eau ou à des matériaux importés, sont repris à vil prix par des spéculateurs ou des acteurs politiques intéressés par l'accroissement de leur sphère d'influence. Au Nord, la Banque Centrale Européenne (BCE) tente tout pour sauver le système bancaire européen mais échoue. Les investisseurs institutionnels, les fonds de pensions et d'assurance, mais aussi les fonds d'investissements souverains et de banques, tentent en premier lieu de spéculer sur un rebond de l'euro. Mais, sans accompagnement d'un renouvellement crédible du projet européen et sous pression de l'inflation, ces mesures aboutissent en fait à une perte de confiance dans l'euro qui est gravement déprécié par rapport à d'autres monnaies fortes jugées plus fiables.

Ce phénomène devient une des causes de la dislocation de l'Union européenne, déjà fragilisée par des divisions internes, qui entraîne à son tour une déstabilisation sévère du système bancaire mondial. Tout comme certains pays du Nord de la Méditerranée, plusieurs pays du Sud se déclarent en banqueroute, notamment ceux qui ne disposent d'aucune autonomie énergétique. Les investissements étrangers dans la région se raréfient, avec des conditions de crédit relevant plutôt de l'usure. Mais la désorganisation économique est telle qu'aucune régulation sérieuse, respectée et pérenne ne peut être mise en place.

Dans le secteur de l'agriculture, une part importante des grandes exploitations sont abandonnées. La multiplication des événements extrêmes, le coût trop élevé de l'énergie et des intrants, le plus souvent importés (semences, fertilisants, pesticides), et l'assèchement ou l'inexploitabilité des nappes phréatiques, pour cause notamment de salinisation, sont les principales causes de la faillite de ces grandes entreprises agricoles.

La Méditerranée de l'Ouest n'assure plus la fonction de grenier et de potager de l'Europe et les exportations agricoles vers les autres pays méditerranéens déclinent. Dans le même temps, du fait de l'aridification des terres, l'agriculture s'effondre au Sud. La région, première importatrice de blé au monde, devient dépendante des importations massives de denrées alimentaires de première nécessité.

Certains pays dans lesquels le réchauffement global des températures rend disponibles à la culture des terres auparavant gelées, en profitent pour accroître leur influence dans la région. Ces importations induisent un dérèglement (spéculation, instabilité) des prix des aliments de base, aggravé par l'augmentation des prix de transport au niveau global. Des émeutes de la faim éclatent dans différents pays méditerranéens. Des ruptures de stocks fréquentes et à grande échelle conduisent à des révoltes et des pillages, voire des déstabilisations politiques.

Dans ces conditions, des solutions à bas niveau technologique et agroécologiques démontrent leur résilience et se développent massivement dans les communautés locales en quête d'autonomie alimentaire.

L'exploitation des ressources marines vivantes perdure sans coopération renforcée, ni efforts de gouvernance pour essayer d'instaurer la durabilité. Les structures de régulation, comme le CIEM (Conseil International pour l'Exploration de la Mer), la Convention de Barcelone ou même les instances compétentes des Nations-Unies comme le PNUE ou FAO sont peu à peu marginalisées.

À défaut de régulation et de système de contrôle et de sanction efficaces, des acteurs extra-méditerranéens profitent de l'affaiblissement des compétiteurs locaux pour capter la majorité des ressources. Un déclin de la productivité de la pêche renforce le bien fondé du développement de l'aquaculture côtière ou lagunaire, avec pour objectif premier de réduire les risques de dépendance en protéines et de crises alimentaires.

Les principales compagnies minières démarrent ou intensifient des activités d'extraction et de raffinage de métaux indispensables pour de nombreuses industries (lithium, cobalt, cuivre) dans la région, avec très peu de considération des impacts environnementaux, sociaux et sanitaires.

L'augmentation des prix de presque tous les matériaux et la désagrégation du marché international a rendu rentables ces activités minières en Méditerranée.

Elles connaissent toutefois des limites liées à la taille des gisements et à leur dispersion, au manque d'infrastructures, au déficit de formation de personnel spécialisé et à la nécessité de sécuriser toute la chaîne de traitement jusqu'aux produits finis.

Autrefois pilier emblématique de l'économie méditerranéenne, le tourisme a périclité suite aux crises successives – parmi lesquelles les conséquences de l'accélération du réchauffement climatique, et l'augmentation de l'insécurité. Le dernier secteur à relativement bien résister est celui des croisières. Seules les catégories sociales les plus aisées continuent de profiter d'un tourisme de nature dans quelques « parcs » ou enclaves protégées. Les infrastructures du tourisme de masse se dégradent et tombent en désuétude. Certaines structures, généralement isolées, comme d'anciens complexes hôteliers ou des bâtiments d'aéroports désaffectés, sont investies plus ou moins légalement par des communautés autogérées.

Les années 2040-2050 voient émerger une économie de

la survie, généralisée à toute la région méditerranéenne, ce qui crée de nouvelles opportunités économiques.

Par exemple, le paysage méditerranéen est fortement impacté par une accumulation des déchets et leur mauvaise gestion, pendant des décennies.

Face à la crise énergétique et financière, la chaîne de gestion des déchets, notamment des déchets électroniques et véhicules abandonnés, est chaotique. Des décharges à ciel ouvert se multiplient, y compris sur les littoraux où se concentrent les populations, avec une augmentation de la pollution de microplastiques et de produits toxiques pénétrant les sols et se déversant dans les cours d'eau puis la mer.

Cependant, des activités de recyclage et de réutilisation à micro-échelle se mettent en place, de façon décentralisée. En parallèle, des circuits courts et des micro-économies circulaires basées sur le troc, des réseaux de solidarité et de nouvelles monnaies locales se mettent en place, comme une économie parallèle basée sur le marché noir. Ces marchés alternatifs, positionnés au départ en complément des grands marchés dominants, se généralisent progressivement comme des solutions à forte réactivité et capacité d'adaptation, et donc finalement pérennes dans ce contexte critique et instable.

Certains grands groupes financiers, industriels ou agro-alimentaires, et même certains États, profitent de ce climat d'instabilité et de gouvernance vulnérable à la corruption pour accaparer l'accès à certaines ressources jugées stratégiques comme les terres arables, les ressources d'eau et d'énergie, etc.

Quelques groupes se présentant comme révolutionnaires



© Jef Wodniack

s'emparent de territoires entiers, dont la prise et le maintien du contrôle sont favorisés par un accès facile au grand marché des armes. En effet, des armes circulent à grande échelle, parce qu'elles intéressent tous les acteurs, les États jusqu'au marché noir. La justification est toujours celle de la légitime défense du territoire, des ressources, de la sécurité de court terme dans un contexte global de violences et de menaces multiformes.

Ce chaos économique conduit à un renversement de paradigme pour la plupart des acteurs économiques : le moteur de prise de décision, autrefois la quête de la croissance économique, est remplacé par la recherche de la survie et donc de la résilience maximale, que ce soit par des stratégies d'autonomie, d'entraide ou de domination.

Si les énergies fossiles restent employées à défaut d'autres alternatives, elles deviennent plus rares et plus chères, et donc moins utilisées à partir des années 2030. Cette évolution vers le ralentissement de l'économie, même si elle prend peu en compte les impacts négatifs sur l'environnement, contribue cependant à une certaine réduction de l'empreinte carbone des activités humaines.

La raréfaction globale de toutes les ressources entraîne des pénuries encore plus importantes au Sud et à l'Est, qui connaissaient déjà ces phénomènes. Au Nord, les sociétés adoptent des modes de vie plus frugaux, cette sobriété s'imposant plus par nécessité que par choix.

SCIENCES ET TECHNOLOGIES

La région subit un retard croissant dans les technologies, le numérique et la recherche, suite à une réduction massive des investissements tant étrangers que nationaux, un accès déficient à l'électricité et des difficultés d'approvisionnement en matériaux critiques. Ces derniers (comme les terres rares), indispensables à de nombreuses technologies, deviennent quasi-inaccessibles dans ce contexte de crises multiples.

Les États n'ont plus les moyens d'assurer une recherche publique. Ainsi, quelques grands acteurs, souvent étrangers, monopolisent les moyens techniques, financiers et ceux de l'information, sans pour autant contribuer à la réduction des crises que la région subit.

Peu à peu, les infrastructures liées au transport sont moins bien entretenues. Dans le domaine maritime, la route du Nord-Est entre l'Asie et l'Europe est devenue une voie navigable fiable une grande partie de l'année pour trois raisons : d'abord le réchauffement climatique, qui laisse en eau libre une bonne partie de l'océan Arctique, une grande partie de l'année.

Ensuite, le statut de rail international à cette route sous haute surveillance internationale permanente. Cette route arctique permettant de réduire de 30 à 40 % le coût du fret, et les délais, la route classique d'approvisionnement de l'Europe via Malacca, Bab-el-Mandeb, Suez et Gibraltar perd beaucoup de sa compétitivité.

À cela s'ajoute la forte baisse du transport maritime liée à la démondialisation. La mer Méditerranée reste cependant une alternative possible notamment en cas de tensions

géopolitiques, voire de blocage, sur la route arctique. Les câbles internet, pipelines et câbles électriques terrestres et sous-marins en Méditerranée font l'objet de fortes tensions diplomatiques, suite à des défauts d'entretien et des actes malveillants qui induisent des coupures de connectivité.

Les conséquences sont manifestes dans de nombreux secteurs comme l'énergie, la santé, la sécurité alimentaire ou les systèmes de suivi et d'alerte pour les catastrophes naturelles. Les filières très dépendantes d'une connectivité se relocalisent, s'adaptent aux coupures régulières de courant et d'internet avec des nouveaux outils, ou mettent en place des sources alternatives d'énergie à petite échelle (méthaniseurs, panneaux solaires privés, mini-centrales hydro-électriques, etc.).

La sobriété technologique s'impose donc comme la meilleure et souvent la seule option, dans ce contexte déterminé par l'urgence et les défaillances infrastructurelles. La région méditerranéenne se distingue donc par un faible taux d'émission en carbone.

Partout dans la région, des technologies simples et artisanales foisonnent, en complément de systèmes de réduction des risques plus sophistiqués mis en place par les groupes sociaux les plus riches (télé-détection automatique de pannes, optimisation de réseaux via l'intelligence artificielle, etc.).

SOCIÉTÉS ET GOUVERNANCE

Progressivement, les modes de vie des sociétés méditerranéennes sont bouleversés. Il s'agit de parer au plus pressé pour tenter de récupérer des conséquences des crises chroniques. Ce changement de mentalités s'opère avec une conscience croissante et généralisée des risques, mais avec peu de place donnée à leur prévention, et à la coopération entre communautés et la gestion des biens communs, comme la mer Méditerranée.

Les États et les autorités locales recentrent leur action sur la gestion des catastrophes et mettent en place des mesures sécuritaires ou de rationnement de plus en plus contraignantes.

Mais, ces instances publiques sont de plus en plus débordées par la multiplication des crises et des événements extrêmes. Leur incapacité à assurer la sécurité les expose à des critiques de plus en plus fortes, à la remise en cause de leur légitimité pouvant aller jusqu'à des révoltes et des renversements de pouvoir.

Les Méditerranéens doivent donc s'adapter pour survivre, mais ces adaptations forcées viennent avec un lourd coût social et un recul des droits humains. Dans le Nord, et en particulier dans les pays de la communauté européenne, les systèmes d'assurance sociale et de solidarité régionale arrivent dans un premier temps à amortir le choc des crises, mais leur répétition conduit progressivement à un assèchement des capacités budgétaires et à une paralysie des mécanismes d'assistance.

De leur côté, les systèmes d'assurance économique privés, là où ils existent, refusent d'assurer les risques



© kupicoo

climatiques. De plus en plus, au Nord comme au Sud, le relais doit être pris par ce qui reste de solidarités familiales, associatives ou de proximité. Ce sont donc les capacités de résilience aux chocs des sociétés locales, des communautés et des habitants que cette situation met à l'épreuve. Et paradoxalement, celles-ci s'avèrent plus fortes dans les pays du Sud que dans ceux du Nord.

Les populations locales sont en grande majorité livrées à elles-mêmes pour s'adapter à l'état d'urgence permanent, ou à l'inverse sont soumises à des mesures radicales menées par des pouvoirs autoritaires dans des espaces « forteresses ».

La région voit donc s'affirmer des régimes autoritaires, xénophobes et nationalistes qui sont à la fois une cause et une conséquence de flux migratoires massifs et désorganisés. Malgré certaines oppositions véhémentes de la société civile, les pouvoirs populistes en place prennent des mesures unilatérales pour endiguer les flux migratoires par tous les moyens : surveillance accrue, militarisation des frontières, création de nombreux camps d'internement et expulsions violentes. Les inégalités basées sur le genre sont exacerbées et les violences sexistes et sexuelles augmentent.

Cette situation est un terreau fertile pour l'essor de groupuscules à tendances sectaires. Le lien social se délite, et la catégorisation en fonction d'identités devient un critère de fracture supplémentaire.

L'appartenance religieuse est instrumentalisée, soit en prônant une laïcité forcée pour évincer certains groupes précis, soit à l'inverse comme critère conditionnel

d'appartenance à la société : par exemple, la religion ou le groupe ethnique des individus est indiqué sur les papiers d'identité dans certaines régions et devient un passe-droit pour accéder à des espaces et ressources définis. On assiste ainsi à des discriminations systémiques de plus en plus assumées et normalisées, voire à une recrudescence de crimes à caractère raciste.

Des événements de révoltes sporadiques et violentes expriment des refus, et des mouvements protestataires se radicalisent. Mais les voix divergentes sont soit inaudibles face aux crises constantes et aux catastrophes qui s'accumulent, soit étouffées par des ripostes qui se durcissent et se militarisent.

La culture des manifestations et contestations entre dans un cycle de représailles et de vengeance qui s'enveniment.

Certains secteurs d'activités énergivores ou dépendants d'échanges commerciaux globalisés disparaissent brusquement, engendrant des taux de chômage dépassant toutes les projections.

Dans un premier temps, les jeunes, en particulier ceux habitant les pays qui peinent le plus à satisfaire leur demande énergétique, sont les premières victimes de ces crises répétées qui creusent les fossés géographique et générationnel. Quand, dans les années 2030, des statistiques d'emploi existent encore dans le bassin méditerranéen, 150 millions de jeunes se retrouvent sans emploi et pour la plupart avec des diplômes inadaptés à ce contexte de crise chronique. Cette génération sans avenir, isolée économiquement et civiquement, s'auto-organise avec des mobilisations parfois violentes.

Des réseaux de trafic humain augmentent, fournissant une main d'œuvre bon marché à des acteurs économiques peu scrupuleux. Les conditions d'emploi et de travail se dégradent partout et particulièrement pour les personnes vulnérables et/ou en situation de précarité. Au Nord, les cadres légaux de protection au travail se détricotent progressivement, augmentant la précarisation des populations.

L'essor des migrations, la paupérisation de certains quartiers et les conditions climatiques favorables à certains vecteurs d'agents pathogènes renforcent la propagation des épidémies comme la dengue, la fièvre jaune et le choléra. L'antibiorésistance participe elle aussi à l'émergence de nouvelles pathologies et rend les populations vulnérables aux maladies déjà connues. Elle impacte la capacité biologique des habitants à survivre à des épidémies qui déciment certains quartiers et villes qui se retrouvent cloisonnés ou à l'inverse qui provoquent de nouveaux exodes massifs qui propagent les maladies.

Cette situation n'impacte pas seulement la santé physique des individus. En effet, la santé mentale des populations méditerranéennes se détériore au fil des crises qu'elles traversent. Au milieu des années 2030, le contrecoup de l'intensification des crises se fait ressentir lorsque le taux de suicides de la région augmente, contrairement aux tendances passées.

La montée des populismes freine les faibles efforts d'échanges culturels. Le secteur de la culture méditerranéenne fait les frais de la crise et peine à trouver les moyens financiers et

humains de rebondir. De nombreuses traditions autrefois centrales dans l'identité méditerranéenne se perdent, comme la musique et l'art méditerranéen, face à l'éclatement des diasporas. Cette perte culturelle conséquente participe au déracinement des sociétés méditerranéennes et entérine un sentiment généralisé de perte totale de repères.

Vers la fin des années 2040, ce scénario catastrophe voit cependant l'apparition de nouveaux modes de vie communautaires autogérés et plus égalitaires, en quête d'autonomie alimentaire, de solutions low-tech et basées sur la nature, de savoir-faire ancestraux et de systèmes de solidarité. Face au désespoir et à la panique générés par les crises, certains territoires mettent en place une gestion décentralisée, commencent à appliquer des politiques de résilience et inventent des nouvelles façons de prise des décisions – plus locales et collectives.

Des systèmes d'entraide s'imposent pour contrer la précarité sociale croissante et pour tenter de resserrer les liens sociaux. La pénurie d'énergie entraîne le développement de moyens de transport mécaniques (vélos, tractations animales) ayant des empreintes carbone neutres. Une prise de conscience brutale de la préciosité de l'eau se généralise, avec la mise en place de systèmes efficaces pour la récupération à l'échelle individuelle (récupération et systèmes de filtration de l'eau de pluie, mais aussi des eaux usées).

Les métiers de maraîchage, d'artisanat et de récupération reprennent peu à peu de l'ampleur, accompagnés par de nouvelles formes d'agriculture locale et de subsistance (permaculture). L'adaptation forcée laisse place à nouveau au régime alimentaire méditerranéen traditionnel plus végétal, abandonnant totalement les produits ultra-transformés, ce qui va de pair avec une réduction massive de la consommation de viande (arrêt de l'élevage intensif) et de poissons (réservée exclusivement à la pêche de subsistance).

Dans les communautés organisées, les Méditerranéens retrouvent du sens à leur travail et un rôle dans la société – des éléments essentiels à la santé mentale que beaucoup de Méditerranéens, surtout dans le Nord, cherchaient en vain depuis des années. Ces nouvelles dynamiques sociales nées à la fin de la décennie 2040 sont, néanmoins, loin d'être la norme dans un contexte qui demeure profondément marqué par le choc des crises.

ENVIRONNEMENT TERRESTRE ET MARIN

Conséquence logique de la détérioration économique et politique, et du réchauffement climatique, l'environnement de la Méditerranée ne cesse de se dégrader.

Le stress hydrique, s'ajoutant à une mauvaise gestion de l'eau, constitue le point départ de la succession des crises de ce scénario. Après plusieurs années de sécheresses sévères, de plus en plus de nappes phréatiques se tarissent ou se salinisent. L'eau issue de ces nappes devient impropre à la consommation et à l'usage agricole.

Les barrages peinent à se remplir en début de saison, avec des effets néfastes sur l'agriculture irriguée qui assurait habituellement la sécurité alimentaire et une partie des exportations de plusieurs pays méditerranéens. Les débits réduits font également baisser de manière dramatique les rendements des centrales hydroélectriques. Les sols sont épuisés et deviennent plus vulnérables à l'aridité.

La pénurie d'énergie ne permet pas d'assurer une continuité dans le fonctionnement des pompes à eau et des stations de dessalement, rendant inhabitables certaines localités qui dépendent de ces infrastructures pour leur alimentation en eau. La totalité des pays méditerranéens est touchée, bien qu'à des niveaux différents, provoquant un manque d'eau et une insécurité alimentaire presque généralisés.

La situation impacte également la santé des personnes et de tous les écosystèmes ainsi que les secteurs économiques dépendants de l'approvisionnement en eau. Ce manque d'eau génère donc de nombreux conflits, limite le développement humain et conduit au franchissement de certains seuils d'irréversibilité au niveau des sols et de systèmes riches de biodiversité comme la forêt.

Comme dans la plupart des services publics, les activités de police de l'environnement sont sous-équipées et peu valorisées, ce qui laisse libre-cours aux pollutions et autres dégradations de l'environnement causées par les activités humaines. À cela s'ajoute un effondrement des investissements ou de la maintenance des systèmes d'épuration ou de traitement des déchets qui accroît encore les impacts liés aux « nouveaux » risques. **Toutes ces dégradations concernent des milieux souvent déjà fragilisés, ce qui entraîne des effondrements locaux de fonctions écosystémiques, voire même l'extinction de certaines espèces.**

Certains lieux sinistrés suite à des événements climatiques extrêmes (incendies, inondations, érosion) sont désertés. Faute de moyen et de volonté pour reconstruire, la nature y reprend ses droits. À certains endroits, la nature recolonise certaines friches urbaines et des quartiers à l'abandon.

Les écosystèmes marins subissent une transformation structurelle profonde en raison des changements brutaux liés à l'évolution du climat, à l'acidification, aux pollutions (comme les plastiques), et à l'artificialisation de l'espace maritime qui se poursuit. La situation de crise endémique conduit également à surexploiter des ressources marines locales encore disponibles. Le phoque moine de Méditerranée (*Monachus monachus*) et le corail bambou (*Isidella*

elongata) sont considérés comme deux espèces maintenant disparues dans le bassin méditerranéen.

Les vagues de chaleur en mer augmentent et s'intensifient chaque année, ce qui provoque la mort de grandes prairies sous-marines de la plante endémique *Posidonia oceanica*, celles des trottoirs à Vermets, et des coralligènes qui abritent des taux élevés de biodiversité marine. Les espèces endémiques sont de plus en plus en concurrence avec des espèces tropicales invasives qui migrent en nombre vers la Méditerranée en raison du réchauffement de la mer.

Concernant la partie terrestre, l'ensemble des écosystèmes et de la biodiversité subissent des bouleversements considérables liés à la fois à l'ampleur du changement climatique et à la surexploitation des ressources naturelles, y compris dans les espaces protégés.

Les forêts, elles aussi, sont fortement impactées par la répétition des grands feux et l'intensité extrême du réchauffement global (voir Encadré 19). La qualité des sols s'est fortement dégradée à cause des sécheresses chroniques et de l'impact rémanent de l'utilisation des pesticides entraînant une crise de la production agricole. Pour absorber l'exode rural massif dû aux crises agricoles, les villes, surtout au Sud, construisent de nouveaux logements en urgence, accentuant ainsi l'artificialisation des sols. En été, les canicules et la pollution de l'air rendent l'environnement urbain difficilement vivable, avec des effets nocifs importants sur la santé humaine.

Globalement, la Méditerranée de 2050 a subi une importante perte de biodiversité, et les processus écosystémiques sont profondément altérés, provoquant un abaissement du niveau trophique. Malgré cet appauvrissement global de la biodiversité et la réduction de la biomasse, de nouveaux écosystèmes émergent avec des remplacements d'espèces, et de nouvelles formes d'exploitation des milieux marins et terrestres.

Face à un risque d'effondrement massif, les dispositifs de recherche nationaux et internationaux subsistants mettent au point des mesures d'urgence pour sauver ce qui peut encore l'être, en créant des conservatoires d'espèces.



© Pgiam

Encadré 19.**FACE À LA MULTIPLICATION DES GRANDS FEUX : LA NÉCESSITÉ D'UN CHANGEMENT DE PARADIGME**

Eric Rigolot - INRAE, Unité de recherche Écologie des Forêts méditerranéennes, Avignon

La combinaison du changement d'usage des sols lié à la déprise rurale et à l'étalement urbain, et du changement climatique est responsable d'une augmentation du risque lié aux feux de forêt dans la plupart des pays du pourtour méditerranéen.

Un régime d'incendies globalement plus sévère s'accompagne de l'émergence des feux extrêmes associés à des conditions météorologiques elles-mêmes extrêmes combinant sécheresse intense, canicule et parfois vents forts. Ces conditions extrêmes frappent tour à tour les pays du pourtour méditerranéen (la Grèce, la Turquie et l'Algérie en 2021, la France et l'Espagne en 2022) établissant souvent des records de surfaces brûlées.

Les stratégies de prévention et de lutte dans ce contexte en transition doivent être revisitées, afin de simultanément faire face aux feux de forêt en conditions météorologiques « ordinaires », et de renforcer la résilience des organisations et des territoires lorsque ces conditions atteignent des niveaux hors normes. Dans cette perspective, les acquis de la prévention fondée sur la gestion spatiale du combustible face à une forte dynamique naturelle de la végétation, sont à maintenir et à conforter. Ils passent par des aménagements et équipements en forêt qui ont montré leur efficacité pour rendre les massifs forestiers moins vulnérables et plus facilement défendables. Mais cette stratégie historique atteint ses limites dans le nouveau contexte de risque accru lié aux feux de forêt.

L'émergence des feux extrêmes oblige à un changement de paradigme consistant d'abord à limiter strictement les départs de feux en conditions très sévères. En effet, dans ces conditions, la phase d'alerte et de détection, pour éviter et maîtriser les éclosions, est cruciale pour éviter les dérapages vers des feux incontrôlables et destructeurs. Si toutefois le feu a échappé, le changement de paradigme consiste aussi à basculer la stratégie vers la protection des enjeux (personnes en forêt, interface habitat-forêt, réseaux de transport et énergétique (RTE), etc.), qui ne sera effective que si préalablement la préparation des territoires a été considérablement renforcée pour atténuer l'impact de ces sinistres.

Cette nouvelle donne suppose en particulier d'étendre les actions de prévention bien au-delà du périmètre habituel des seules zones forestières (intégration des espaces ruraux aux plans de prévention, adaptation des règlements d'urbanisme et des plans de défense des RTE contre les incidents majeurs, etc.) et de repenser l'organisation de la lutte en renforçant ses composantes de gestion de crise (ex : gestion des populations évacuées, impact sur le flux de marchandise, problèmes sanitaires liés aux fumées, etc.).

4. Évaluation

Dans les années 2020, la Méditerranée doit se préparer à affronter l'incertitude majeure liée à la multiplication de crises potentiellement catastrophiques. Une telle hypothèse ne fait que renforcer l'urgence de changements profonds des modes de vie et systèmes de gouvernance, afin de se diriger vers un développement durable.

Ce scénario propose de tels changements, mais ils sont totalement subis. Il repose sur l'hypothèse que la région méditerranéenne ne parvient pas à prévenir les crises de tous types qui interviennent et s'alimentent les unes les autres, à une vitesse défiant toute prévision.

La Méditerranée se trouve dans une situation de rupture générale subie et d'adaptations forcées. Le coût humain, social, culturel, économique et environnemental de cette succession de crises est particulièrement élevé. **Si certains aspects de ce scénario montrent une Méditerranée en 2050 qui s'écroule, il permet aussi de tester les capacités de résilience et de réaction aux crises des différents territoires.** Cette sobriété et adaptation forcées laisse entrevoir à la marge, des espaces où s'inventent de nouvelles relations entre les Méditerranéens et leur environnement.

Ce scénario peut se lire en l'opposant à un scénario résolument volontariste dans lequel les acteurs anticipent, c'est-à-dire dans lequel ils réduisent les vulnérabilités, préviennent les risques, construisent des systèmes capables d'absorber certains chocs et d'y répondre efficacement, y compris en renforçant les coopérations internationales.

Très clairement, une transition anticipée vers une sobriété choisie et une résilience renforcée pourrait se mettre en place avec un coût humain, économique et environnemental bien moindre que la sobriété forcée au Nord et les pénuries accrues au Sud de ce scénario.

Ainsi, ce scénario peut également interroger la capacité collective des acteurs de la région à engager une transition en l'absence de l'impulsion donnée par les crises.